



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfet de région

**Décision de l'Autorité chargée de l'examen
au cas par cas sur le projet dénommé
« ombrières photovoltaïques en synergie avec un élevage
bovin »
sur la commune de Saint-Victor
(département de l'Allier)**

Décision n° 2026-ARA-KKP-6743-N22567

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2026-132 du 19 mai 2026 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes portant délégation de signature en matière d'administration générale, d'ordonnancement secondaire et de pouvoir adjudicateur à M. Olivier David, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2026-130 du 5 octobre 2026 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'administration générale ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2026-ARA-KKP-6743-N22567, déposée complète par M. Matthieu TUCH pour la SAS MELVAN le 31 août 2026, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 10 septembre 2026;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires de l'Allier le 18 septembre 2026 ;

Considérant que le projet consiste en la construction d'ombrières photovoltaïques, en synergie avec un élevage bovin, d'une puissance de 7,3 MWc sur une surface clôturée de 8,7 ha située chemin de la grange Garraud sur la commune de Saint-Victor (03) ;

Considérant que le projet prévoit les aménagements suivants, sur une durée de 6 à 8 mois :

- création des fondations des dispositifs de fixation des panneaux photovoltaïques, pose des piliers de support et ancrage des pieux ;
- montage des structures et installation des modules photovoltaïques ;
- mise en place des onduleurs contenant les transformateurs et les protections des lignes de moyenne tension ;
- mise en place d'un poste de livraison ;
- aménagement d'une réserve incendie de 120 m³ ;
- raccordement au réseau public de distribution d'électricité ;

Considérant que le point bas des panneaux sera positionné à 2,2 m du sol afin de permettre la libre circulation des animaux sur la parcelle, et en mono-pieux pour permettre un entretien mécanique des prairies ;

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique 30. « *installations photovoltaïques de production d'électricité d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc* » du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le diagnostic écologique joint au dossier révèle des enjeux forts à modérés sur l'ensemble du site d'implantation et que le projet définit des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement :

- recul des panneaux de 8 m de l'ensemble du réseau de haies arborées ou arbustives ;
- évitement des zones humides ;
- préservation du réseau hydrographique et des haies bocagères ;
- conservation des arbres-gîtes pour les chiroptères et les insectes saproxyliques ;
- augmentation de l'espace inter-rangées des panneaux ;
- création d'abris pour la petite faune ;
- renforcement du réseau bocager sur 424 ml ;

Considérant que le pétitionnaire prévoit la mise en œuvre d'un suivi afin de s'assurer de la mise en place et de l'efficacité des mesures d'évitement et de réduction, aussi bien en phase chantier qu'en phase exploitation (années n+1, n+2, n+3, n+5, n+10, n+20 et n+30) ;

Considérant que le diagnostic paysager joint au dossier révèle des co-visibilités totales ou partielles depuis des fermes, des habitations et un château à proximité et que l'absence d'impact résiduel pour ces habitations après mise en place des mesures de réduction (implantation de haies) reste à démontrer, notamment en période hivernale ;

Considérant que le projet, qui présente une surface importante et se trouve sur un point culminant, ne démontre pas, au travers des éléments du dossier, son insertion au site environnant qui offre une vue sur le paysage lointain et vient rompre avec le paysage existant proche ;

Considérant que le projet s'inscrit dans un secteur marqué par d'autres projets photovoltaïques¹ ; que le formulaire joint au dossier conclut en l'absence d'incidences cumulées sans en apporter la démonstration ;

Rappelant que la nécessité agricole du projet devra être clairement démontrée lors de la demande d'autorisation d'urbanisme ;

Concluant que :

- au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de ombrières photovoltaïques en synergie avec un élevage bovin situé sur la commune de Saint-Victor est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et justifie la réalisation d'une évaluation environnementale ;
- les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de cette évaluation environnementale sont notamment ceux explicités dans les motivations de la présente décision ;

ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

DÉCIDE

Article 1^{er} : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de ombrières photovoltaïques en synergie avec un élevage bovin, enregistré sous le n° 2026-ARA-KKP-6743-N22567, présenté par M. Matthieu TUCH pour la SAS MELVAN, concernant la commune de Saint-Victor (03), est soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

¹ Les données de suivi locales dont état, dans un rayon de 10 km, d'une puissance cumulée 235,5 MW, dont 83,2 MW en service, 47,1 MW acceptés et 105,2 MW en cours d'instruction

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le

Pour le préfet, par délégation,
Pour le directeur par subdélégation,
la cheffe du service CIDDAE

Anais BAILLY Signature numérique de
anais.bailly Anais BAILLY anais.bailly
Date : 2026.10.06
12:03:01 +02'00'

Anaïs BAILLY

Voies et délais de recours

1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Toutefois, sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

Où adresser votre recours ?

- RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

Le RAPO doit être déposé via le téléservice de l'évaluation environnementale (sur lequel la demande d'examen au cas par cas a été déposée initialement) accessible à l'adresse suivante : <https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr/>

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (<https://www.telerecours.fr/>), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants)

2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct ; comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

Le recours gracieux doit être déposé soit par courriel à l'adresse suivante : ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr soit par voie postale à l'adresse susmentionnée

- Recours contentieux

Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte relatif à l'autorisation (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).

Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (<https://www.telerecours.fr/>), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants)